

N° 2253.

**ESPAGNE
ET ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES**

Convention de commerce et de navigation, avec protocole final. Signés à Madrid, le 27 septembre 1929.

**SPAIN AND
KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES**

Convention of Commerce and Navigation, with Final Protocol. Signed at Madrid, September 27, 1929.

N^o 2253. — CONVENTION¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION
ENTRE LE ROYAUME D'ESPAGNE ET LE ROYAUME DES
SERBES, CROATES ET SLOVÈNES. SIGNÉE A MADRID, LE
27 SEPTEMBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 16 janvier 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES et SA MAJESTÉ CATHOLIQUE LE ROI D'ESPAGNE, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié entre leurs deux pays et d'en développer les relations commerciales et maritimes, sont convenus de conclure à cet effet une convention de commerce et de navigation et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

Son Excellence M. Dragomir YANKOVITCH, son envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Madrid, etc., etc. ;

M. Milivoj PILJA, Inspecteur au Ministère du Commerce et de l'Industrie, etc., etc. ;

SA MAJESTÉ CATHOLIQUE LE ROI D'ESPAGNE :

Son Excellence Don Miguel PRIMO DE RIVERA Y ORBANEJA, MARQUIS D'ESTELLA, président de son conseil des ministres, Grand d'Espagne, décoré de la Grand' Croix, laurée, de l'Ordre royal et militaire de Saint Ferdinand, Chevalier Grand' Croix des Ordres de Sainte Herménégilde, du Mérite militaire et du Mérite naval, Son Gentilhomme de la Chambre en exercice et service, etc., etc. ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et le Royaume d'Espagne.

Conformément à ce principe, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre, en ce qui concerne l'établissement, l'exercice du commerce, de l'industrie et de la navigation, du régime accordé aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Dans l'exercice de ces affaires ils n'auront à payer sur le territoire de l'autre Partie aucun impôt, taxe ou droit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus des nationaux de la nation la plus favorisée.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Madrid, le 18 décembre 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2253. — CONVENTION ² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE KINGDOM OF SPAIN AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES. SIGNED AT MADRID, SEPTEMBER 27, 1929.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place January 16, 1930.

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES and HIS CATHOLIC MAJESTY THE KING OF SPAIN, being desirous of strengthening the ties of friendship and of developing the commercial and shipping relations between their two countries, have decided to conclude a Convention of Commerce and Navigation, and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

His Excellency M. Dragomir YANKOVITCH, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Madrid, etc., etc. ;
M. Milivoj PILJA, Inspector at the Ministry of Commerce and Industry, etc., etc. ;

HIS CATHOLIC MAJESTY THE KING OF SPAIN :

His Excellency Don Miguel PRIMO DE RIVERA Y ORBANEJA, MARQUÈS DE ESTELLA, President of his Council of Ministers, Grandee of Spain, decorated with the Grand Cross with laurels of the Royal and Military Order of St. Ferdinand, Knight Grand Cross of the Orders of St. Hermenegilde, of Military Merit and Naval Merit, His Acting Gentleman of the Chamber, etc., etc. ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

There shall be complete and absolute freedom of commerce and navigation between the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and the Kingdom of Spain.

In accordance with this principle, the subjects of either of the High Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other the treatment accorded to nationals of the most favoured nation in the matter of establishment and the exercise of commerce, industry and navigation.

In the exercise of their trade, they shall not be required to pay in the territory of the other Party any taxes, charges or duties other or more burdensome than those which are or may hereafter be levied upon nationals of the most favoured nation.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Madrid, December 18, 1929.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront le droit, sur le territoire de l'autre, et dans les mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, d'acquérir des biens meubles et immeubles par voie d'héritage, de donation, de legs, d'achat, d'échange ou par toute autre voie légale, ainsi que de posséder, détenir et aliéner leurs biens, sous réserve des exceptions et restrictions établies par la législation respective des deux Hautes Parties contractantes à l'égard des étrangers.

Article 3.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes et les sociétés qui ont leur siège social sur le territoire de cette Partie, auront, dans les mêmes conditions que les nationaux ou les sociétés nationales, facile accès auprès des tribunaux et des diverses autorités de l'autre Partie. Dans l'exercice de ce droit ils ne seront pas soumis à des charges autres ou plus élevées que celles perçues des nationaux ou des susdites sociétés du pays.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront exempts, dans le territoire de l'autre, de tout service militaire obligatoire, soit dans les armées de terre, de l'air ou dans la marine, soit dans la garde ou la milice nationale. Ils seront également dispensés de toute fonction officielle obligatoire judiciaire, administrative ou municipale, de toute contribution, soit pécuniaire, soit en nature, établie à titre d'équivalent d'un des services personnels précités.

En ce qui concerne les réquisitions et prestations militaires qui seraient fixées en temps de guerre ou dans des circonstances extraordinaires, les Hautes Parties contractantes se garantissent l'exemption de leurs ressortissants respectifs.

Cependant, en qualité de propriétaires, locataires, ou occupants d'immeubles ou d'entreprises commerciales, industrielles et financières, ils seront soumis au même traitement que les nationaux et ils auront alors droit aux mêmes indemnités que celles allouées à ceux-ci ou aux ressortissants du pays le plus favorisé.

Article 5.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage, en outre, à appliquer dans le commerce avec l'autre, à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises un traitement ni autre ni moins favorable que celui appliqué vis-à-vis d'une tierce Puissance. Cet engagement s'appliquera également au traitement des objets et effets que les voyageurs portent dans leurs valises.

Article 6.

Le traitement de la nation la plus favorisée se rapporte également à la perception des droits de douane et autres charges, aux conditions de leur paiement, aux formalités douanières et leur application ainsi qu'à la classification et au procédé d'examen et d'analyse de marchandises.

Article 7.

Le traitement de la nation la plus favorisée ne s'appliquera pas :

- a) Aux faveurs spéciales qui ont été ou qui seront accordées aux Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontière ;
- b) A celles qui ont été ou qui seront accordées à un Etat tiers en vertu d'une union douanière ou économique.

Article 2.

Nationals of either of the High Contracting Parties shall, when in the territory of the other, enjoy on an equal footing with the nationals of the most favoured nation the right to acquire movable and immovable property by inheritance, gift, bequest, purchase, exchange or in any other legal manner, and to possess, own and dispose of their property, subject to any exceptions and restrictions established by the respective laws of the High Contracting Parties relating to foreigners.

Article 3.

Nationals of either of the High Contracting Parties, and companies which have their registered seat in the territory of that Party, shall have free access to the courts and other authorities of the other Party, under the same conditions as the latter's nationals or companies. In the exercise of this right, they shall not be subject to charges other or more burdensome than those imposed upon nationals or similar companies of the country.

Article 4.

Nationals of either of the High Contracting Parties shall be exempt in the territory of the other from all compulsory military service in the land, air or sea forces, and in the national guard or militia; they shall also be exempt from all compulsory official functions of a judicial, administrative or municipal nature, and from contributions in money or in kind leviable in lieu of any of the above-mentioned forms of personal service.

As regards military requisitions or compulsory contributions fixed in time of war, or under pressure of exceptional circumstances, each of the High Contracting Parties undertakes to exempt the nationals of the other.

However, in their capacity as owners, lessees or occupiers of immovable property, or of commercial, industrial or financial concerns, they shall be subject to the same treatment as nationals of the country, and shall be entitled to the same compensation as that granted to the latter or to the nationals of the most favoured nation.

Article 5.

Each of the High Contracting Parties further undertakes not to accord in commerce with the other, in the matter of importation, exportation and transit of goods, treatment other or less favourable than that accorded to any third Power. This undertaking shall also apply to articles contained in passengers' baggage.

Article 6.

Most-favoured-nation treatment shall also apply to the collection of Customs duties and other charges, the conditions of their payment, Customs formalities and their application, and the classification and method of examination and analysis of goods.

Article 7.

Most-favoured-nation treatment shall not apply to the following:

- (a) Special privileges which have been or may hereafter be granted to contiguous States with the object of facilitating frontier traffic;
- (b) Those which have been or may hereafter be granted to a third Power in virtue of a Customs or economic union.

Article 8.

Les produits naturels ou fabriqués originaires ou provenant de l'Espagne (territoire péninsulaire, îles Baléares, îles Canaries, et Possessions espagnoles), énumérés à la liste annexe, ne seront pas soumis, à leur importation sur le territoire douanier du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, aux droits d'importation plus élevés que ceux indiqués à ladite liste, et bénéficieront de toutes réductions des droits ou d'autres faveurs que le Gouvernement serbe-croate-slovène accorde ou pourrait accorder à l'avenir aux produits de même espèce de toute autre Puissance étrangère.

Article 9.

Les autres produits d'origine ou de provenance espagnole, non énumérés à la liste susmentionnée, jouiront à leur importation dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes du traitement de la nation la plus favorisée. En conséquence toute faveur, immunité et réduction des droits d'entrée que le Gouvernement serbe-croate-slovène accordera à une tierce Puissance sera étendu immédiatement et sans compensation auxdits produits d'origine ou provenance espagnoles.

Article 10.

Tous les produits, naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, seront soumis, d'une manière générale, à leur importation en Espagne (territoire péninsulaire et les îles Baléares), aux droits de la deuxième colonne du tarif douanier espagnol, c'est-à-dire du tarif le plus réduit, en vigueur en tout temps.

Ils jouiront, également, du traitement général de la nation la plus favorisée.

Article 11.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas établir des coefficients de majoration ou des surtaxes qui viendraient à élever les droits du tarif douanier, à moins que lesdits coefficients ou surtaxes ne soient établis d'un caractère général et ne soient, partant, applicables à tous les pays.

En tout cas, elles s'obligent à ne pas appliquer aux produits respectifs des coefficients ou des surtaxes par raison de monnaie dépréciée.

Article 12.

Les droits intérieurs perçus pour le compte de l'Etat, des communes ou corporations, qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication, la circulation, la transmission ou la consommation d'un article dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes ne frapperont, sous aucun prétexte, les produits de l'autre d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits indigènes de la même espèce ou, à défaut des produits indigènes, que ceux de la nation la plus favorisée.

Article 13.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à n'entraver leur commerce réciproque par des prohibitions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles sont applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant dans des conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants :

1^o Dans des circonstances exceptionnelles par rapport aux provisions de guerre ;

2^o Pour des raisons de sûreté publique ;

3^o Par égard à la police sanitaire ou en vue de la protection des animaux ou des plantes utiles contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles, tout cela conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet ;

Article 8.

Natural or manufactured products originating in or coming from Spain (Peninsular territory, Balearic Isles, Canary Isles and Spanish possessions), enumerated in the appended list, shall not be subject on importation into the Customs territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes to higher import duties than those indicated in the said list, and shall enjoy any reductions of duties or other privileges which the Serb-Croat-Slovene Government grants or may hereafter grant in respect of products of the same kind coming from any other foreign Power.

Article 9.

Other products originating in or coming from Spain not enumerated in the above-mentioned list shall enjoy most-favoured-nation treatment on importation into the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes. Consequently, any privilege, exemption or reduction of import duties which the Serb-Croat-Slovene Government may accord to a third Power shall be immediately extended without compensation to similar products originating in or coming from Spain.

Article 10.

All natural or manufactured products originating in or coming from the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes shall, generally speaking, be subject on importation into Spain (Peninsular territory and Balearic Isles) to the duties given in the second column of the Spanish Customs tariff: that is to say, the lowest tariff at any time in force.

These products shall also in general enjoy most-favoured-nation treatment.

Article 11.

The High Contracting Parties undertake not to establish coefficients of increase or surtaxes which would have the effect of increasing the duties under the Customs tariff, unless these coefficients or surtaxes are generally established and therefore applicable to all countries.

In any case, they undertake not to apply coefficients or surtaxes to Serb-Croat-Slovene and Spanish products respectively, on account of currency depreciation.

Article 12.

Internal taxes which are, or may hereafter be levied on behalf of the State, of the communes or other corporations, on the production, manufacture, sale, transport or consumption of an article in the territory of one of the High Contracting parties, shall not on any pretext be levied on products of the other Party to a greater extent or in a more burdensome manner than on national products of a like nature or, in the absence of such national products, on those of the most favoured nation.

Article 13.

The High Contracting Parties undertake not to impede trade between the two countries by import, export or transit prohibitions or restrictions.

Exceptions to this rule in so far as they are applicable to all countries or to countries situated in similar circumstances, shall only be allowed in the following cases:

- (1) In exceptional circumstances in connection with war supplies;
- (2) For reasons of public safety;

- (3) As a sanitary police measure or in connection with the protection of useful animals or plants against disease, insects, and harmful parasites, in conformity with international usage in this matter.

4° Pour les monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir ;

5° En vue d'exécution de la législation intérieure, en tant qu'elle interdit ou limite la production, le transport, la vente ou la consommation de certains articles ;

6° Lorsqu'il s'agira de dispositions d'un caractère général, ayant rapport à la production de certaines matières et de leur commerce, ou aux régimes, également d'un caractère général, motivées par des nécessités nationales de production et de consommation.

Les Hautes Parties contractantes se garantissent le traitement le plus favorable à cet effet et s'engagent réciproquement à ne pas établir de prohibitions ou de restrictions à l'importation, à l'exportation ou au transit qui ne soient applicables indistinctement aux autres pays.

Article 14.

Les négociants, les fabricants et autres industriels qui prouveront par la possession d'une carte de légitimation délivrée par les autorités compétentes de leur pays, qu'ils sont autorisés à exercer une industrie dans l'Etat où ils ont leur domicile pourront, soit personnellement, soit par des commis voyageurs à leur service, et sous réserve de se conformer aux lois, règlements et formalités de douane en vigueur en la matière, faire des achats et, même en portant des échantillons avec eux, rechercher des commandes dans le territoire de l'autre Partie contractante.

Les échantillons, passibles de droits d'entrée, et non frappés de prohibition, importés par lesdites personnes, seront admis en franchise temporaire sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, moyennant consignation des droits d'entrée ou engagement cautionné garantissant le paiement éventuel de ces droits.

Article 15.

Les navires espagnols et leurs cargaisons dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et, réciproquement, les navires serbes-croates et slovènes et leurs cargaisons dans le Royaume d'Espagne, à leur arrivée, soit directement du pays d'origine, soit d'un autre pays, et quel que soit le lieu de provenance ou de destination de leurs cargaisons, jouiront, sous tous les rapports, du même traitement que les navires nationaux ou ceux de la nation la plus favorisée et leurs cargaisons, sous les réserves prévues dans l'article 19.

Tout privilège et toute franchise accordés à cet égard à une tierce Puissance par l'une des Hautes Parties contractantes seront accordés immédiatement à l'autre, sous la condition de réciprocité.

Aucun droit, taxe ou charge quelconque, pesant, sous quelque dénomination que ce soit, sur la coque du navire, son pavillon ou sa cargaison, et perçu au nom et pour le compte de l'Etat, des provinces, des communes, des institutions publiques ou des concessionnaires quelconques, ne seront imposés aux bâtiments de l'une des Hautes Parties contractantes dans les ports de l'autre à leur arrivée, durant leur séjour et à leur sortie, qui ne seraient également et dans les mêmes conditions, imposés aux navires nationaux ou à ceux de la nation la plus favorisée.

Article 16.

Pour tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, dans les ports, rades, havres, bassins, canaux, il ne sera accordé aux navires nationaux de l'un des Etats aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre, la volonté des Hautes Parties contractantes étant que, sous ce rapport, les bâtiments serbes-croates-slovènes et les bâtiments espagnols bénéficient d'une parfaite égalité de traitement et jouissent réciproquement des avantages accordés à la nation la plus favorisée.

Article 17.

En cas de naufrage, d'avaries ou de relâche forcée, chacune des Hautes Parties contractantes devra donner, en tant que les devoirs de neutralité le permettront, aux navires de l'autre, la même

(4) In the matter of State monopolies which are at present in force or which may hereafter be established ;

(5) In order to apply to foreign goods, prohibitions or restrictions on the production, transport, sale or consumption of certain articles ;

(6) In connection with general provisions relating to the production of and trade in certain substances or to any form of general régime resulting from national requirements as regards production and consumption.

The High Contracting Parties undertake to accord most-favoured-nation treatment in this respect and not to establish import, export or transit prohibitions or restrictions which are not applicable to all other countries without distinction.

Article 14.

Merchants, manufacturers, and other persons engaged in industry who prove, by the production of identity cards issued by the competent authorities of their country, that they are entitled to exercise a trade or profession in the State in which they reside, shall have the right, either personally or through commercial travellers employed by them, subject to compliance with the laws and regulations and Customs formalities in force, to purchase goods and to solicit orders with or without samples in the territory of the other Contracting Party.

Samples subject to import duties but not prohibited, which are carried by such persons, shall be admitted temporarily free of duty into the territory of the other High Contracting Party, upon deposit of the Customs duties or security for payment thereof.

Article 15.

Spanish vessels and their cargoes in the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Serb-Croat-Slovene vessels and their cargoes in the Kingdom of Spain shall, on arrival either direct from the country of origin or from another country, receive in every respect the same treatment as is accorded to national vessels or those of the most favoured nation and their cargoes, irrespective of the place of departure or destination of the cargoes, subject to the reservations enumerated in Article 19.

Any privileges or exemptions accorded by one of the High Contracting Parties to a third Power in regard to this matter shall also be accorded to the other Contracting Party, subject to reciprocity.

No duty, tax, or charge of any kind and under whatever name leviable on the hull of the vessel, its flag or its cargo on behalf of the State, provinces, communes, public bodies, persons holding concessions or any other persons, shall be levied on vessels of either of the High Contracting Parties in the ports of the other on their entry, during their stay, or on leaving, other than those imposed in the same circumstances on vessels of the country itself or those of the most favoured nation.

Article 16.

As regards the stationing of vessels, their loading and unloading, and generally in connection with all the formalities and regulations applicable to merchant vessels, their crews and their cargoes in ports, roadsteads, harbours, dock or canals, no privilege or favour shall be granted to the national vessels of one of the States which are not also accorded to the vessels of the other Party, it being the desire of the High Contracting Parties that Serb-Croat-Slovene vessels and Spanish vessels shall receive perfect equality of treatment and mutually enjoy the advantages accorded to the most favoured nation.

Article 17.

If a vessel is wrecked, stranded or forced to put into port, each of the High Contracting Parties shall, as far as their duties of neutrality permit, give to the vessels of the other Party the same

assistance et protection et les mêmes immunités que celles qui sont accordées en pareils cas aux bâtiments naviguant sous pavillon national. Les articles sauvés de ces navires seront exempts de tous droits de douane, à moins qu'ils n'entrent dans la consommation intérieure, auquel cas ils seront tenus de payer les droits prescrits.

Si un navire de l'une des Hautes Parties contractantes a fait naufrage ou a échoué sur les côtes de l'autre, les autorités locales en informeront l'officier consulaire compétent le plus rapproché.

Les officiers consulaires respectifs seront autorisés à prêter l'assistance nécessaire à leurs nationaux.

Article 18.

La nationalité des navires sera constatée d'après les lois en vigueur dans l'Etat auquel les navires appartiennent.

Les certificats de tonnage et de jaugeage des navires délivrés par les autorités compétentes de l'une des Hautes Parties contractantes seront reconnus par les autorités de l'autre, notamment pour le paiement des droits et taxes de port, à condition que les règles de tonnage et jaugeage soient uniformes ou bien reconnues comme équivalant aux règles et procédés respectifs de l'autre Haute Partie contractante.

Article 19.

L'assimilation des navires et des bateaux, ainsi que de leur cargaison, avec le pavillon national, ne s'étend pas au cabotage ni à la pêche nationale, lesquels sont réservés dans chacune des Hautes Parties contractantes au pavillon national.

Article 20.

Les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer des représentants consulaires (consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires) sur tout le territoire (villes, ports et localités) de l'autre Haute Partie contractante où les représentants consulaires d'un tiers pays quelconque sont admis.

Après avoir reçu l'exéquatur du Gouvernement de l'Etat de leur résidence, les représentants consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre de tous les privilèges et exemptions et de la même compétence qui sont, ou pourront être accordés, aux représentants consulaires du même grade et de la même catégorie d'une tierce Puissance.

Il est convenu toutefois qu'aucune des Hautes Parties contractantes ne pourra invoquer les bénéfices résultant de la clause de la nation la plus favorisée et exiger en faveur de ses représentants consulaires des privilèges et exemptions plus étendus que ceux accordés par elle-même aux représentants consulaires de l'autre Haute Partie contractante.

Article 21.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Madrid, aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant une année et ensuite par tacite reconduction jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Madrid, en double original français, le 27 septembre 1929.

(L. S.) D. M. YANKOVITCH, *m. p.*

(L. S.) Milivoj PILJA, *m. p.*

(L. S.) M. MARQUIS D'ESTELLA, *m. p.*

assistance and protection and immunities as are accorded in similar cases to vessels flying the national flag. Articles salvaged from these vessels shall be exempt from payment of Customs duties, provided that they are not disposed of for consumption within the country, in which case payment of these duties will be required.

If a vessel of one of the High Contracting Parties is wrecked or stranded on the coasts of the other, the local authorities shall inform the nearest competent consular officer.

The respective consular officers shall be empowered to give the necessary assistance to their nationals.

Article 18.

The nationality of vessels shall be determined in accordance with the laws in force in the State to which the vessels belong.

Tonnage and tonnage measurement certificates issued by the competent authorities of one of the High Contracting Parties shall be recognised by the authorities of the other Party, in particular as regards payment of harbour dues and charges, provided that the tonnage and tonnage measurement rules are uniform or generally recognised as corresponding to the rules and procedure of the other Contracting Party.

Article 19.

Equality of treatment as between vessels and boats of one of the Contracting Parties and their cargoes and those flying the national flag shall not apply to the coasting trade or to the national fisheries, which are reserved in the territory of each of the High Contracting Parties for vessels flying the national flag.

Article 20.

The High Contracting Parties shall grant to each other the right to appoint consular representatives (consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents) throughout the territory (towns, harbours and other localities) of the other High Contracting Party, where consular representatives of any third country are permitted to reside.

After receiving their exequatur from the Government of the country of their residence, the consular representatives of each of the High Contracting Parties shall enjoy, in the territory of the other, the same privileges, exemptions and powers as are or may be granted in the future to the consular representatives of the same grade and the same category of a third Power.

It shall be understood, however, that neither of the High Contracting Parties shall be entitled to claim for its consular representatives in virtue of the most-favoured-nation clause, any privileges or exemption more extensive than those accorded by it to the consular representatives of the other High Contracting Party.

Article 21.

The present Convention shall be ratified and the ratifications exchanged at Madrid as soon as possible.

It shall come into force ten days after the exchange of the ratifications and shall remain in force for one year, and thereafter by tacit agreement until a period of three months has elapsed from the date of its denunciation by either of the Contracting Parties.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate, in French, at Madrid, September 27, 1929.

(L. S.) (Signed) D. M. YANKOVITCH.

(L. S.) (Signed) Milivoj PILJA.

(L. S.) (Signed) M. MARQUÈS DE ESTELLA.

LISTE ANNEXE

Numéros du Tarif du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.	Désignation des marchandises	Droits en dinars or par 100 kg.
5	Riz :	
	1° Mondé	7,—
	2° Non mondé	3,—
ex 7	Légumes frais :	
	ex 2° Tomates	6,—
	ex 3° Oignons et aulx	7,—
	4. Pommes de terre	4,—
ex 10	Paprika moulu :	
	1° En emballages pesant au total jusqu'à 5 kg., inclusivement	75,—
	2° En autres emballages	70,—
ex 12	Raisins :	
	1° Frais :	
	a) En emballages pesant au total jusqu'à 5 kg., inclusivement	25,—
	b) Autrement emballés ou non emballés	20,—
	ex 2° Séchés :	
	ex a) En grappes ou en emballages pesant au total jusqu'à 5 kg., inclusivement :	
	De Malaga en grappes	75,—
	De Malaga en grains en emballages pesant au total jusqu'à 5 kg., inclusivement	20,—
	ex b) Autres :	
	De Denia	10,—
ex 14	Pulpe de pêches ou d'abricots, sans sucre, en tonneaux ou en réci- pients similaires	20,—
ex 18	Citrons, oranges et mandarines :	
	1. Frais :	
	a) Citrons	exempts
	ex b) Oranges et mandarines	5,—
ex 19	Bananes	5,—
ex 20	Amandes :	
	1. Amandes vertes	10,—
	ex 2. Amandes mûres :	
	a) Non décortiquées	20,—
	b) Décortiquées	35,—
ex 21	Figues :	
	2. Séchées :	
	a) En emballages pesant au total jusqu'à 10 kg., inclusivement	20,—
	b) Autrement emballées	12,—
22	Olives fraîches ou séchées, même en saumure, en tonneaux ou récipients similaires	10,—
96	Liège brut, non ouvré	exempt
ex 104	Huiles fixes :	
	3° D'olive	30,—
ex 112	Boissons riches en alcool :	
	ex 1° Rhum contenant 55 % d'alcool par volume au moins :	
	a) En fûts	175,—
	b) En autres récipients	250,—
	2° Eaux-de-vie de vin :	
	a) En fûts	175,—
	b) En autres récipients	250,—
	3° Liqueurs et boissons additionnées de sucre et d'épices :	
	a) En fûts	175,—
	b) En autres récipients	250,—

APPENDED LIST.

Number in Serb, Croat and Slovene Tariff	Description of Goods	Gold dinars per 100 kg.
5	Rice :	
	(1) Hulled	7.—
	(2) Unhulled	3.—
ex 7	Fresh vegetables :	
	ex (2) Tomatoes	6.—
	ex (3) Onions and garlic	7.—
	ex (4) Potatoes	4.—
ex 10	Ground paprika :	
	(1) In packages weighing up to 5 kg.	75.—
	(2) In other packages	70.—
ex 12	Grapes :	
	(1) Fresh :	
	(a) In packages weighing up to 5 kg.	25.—
	(b) Otherwise packed or not packed	20.—
	ex (2) Dried :	
	ex (a) In bunches or packages weighing up to 5 kg. :	
	Malaga grapes in bunches	75.—
	Malaga grapes not in bunches, in packages weighing up to 5 kg.	20.—
	ex (b) Others :	
	Denia grapes	10.—
ex 14	Peach or apricot pulp, without sugar, in barrels or similar recep- tacles	20.—
ex 18	Lemons, oranges and tangerines :	
	(1) Fresh :	
	(a) Lemons	Free
	ex (b) Oranges and tangerines	5.—
ex 19	Bananas	5.—
ex 20	Almonds :	
	(1) Green almonds	10.—
	ex (2) Ripe almonds :	
	(a) Unshelled	20.—
	(b) Shelled	35.—
ex 21	Figs :	
	(2) Dried :	
	(a) In packages weighing up to 10 kg.	20.—
	(b) Otherwise packed	12.—
22	Olives, fresh or dried or in brine, in barrels or similar receptacles . .	10.—
96	Cork, raw unworked	Free
ex 104	Fixed oils :	
	(3) Olive oil	30.—
ex 112	Spirits of high alcoholic strength :	
	(1) Rum containing in volume 55 % of alcohol or less :	
	(a) In barrels	175.—
	(b) In other receptacles	250.—
	(2) Brandy :	
	(a) In barrels	175.—
	(b) In other receptacles	250.—
	(3) Liqueurs and other beverages prepared with sugar or spices :	
	(a) In barrels	175.—
	(b) In other receptacles	250.—

Numéros du Tarif du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.	Désignation des marchandises	Droits en dinars or par 100 kg.
ex 115	Vins : 1° Fermentés : Jerez et Malaga contenant jusqu'à 18 % d'alcool inclusivement en volume et tous autres vins contenant jusqu'à 14 % d'alcool inclusivement en volume : a) En fûts, ballons ou wagons-réservoir. b) En bouteilles ou autres récipients : Jerez et Malaga contenant jusqu'à 18 % d'alcool inclusivement en volume	45,— 55,—
	Autres vins contenant jusqu'à 14 % d'alcool inclusivement en volume	65,—
	<i>Remarque :</i> Si les vins Jerez et Malaga contiennent plus de 18 % d'alcool en volume ainsi que si les autres vins contiennent plus de 14 % d'alcool en volume les droits de douane établis seront augmentés de 5 dinars en or pour chaque pourcent d'alcool, jusqu'à 22,50 % inclusivement ; si les vins contiennent plus de 22,50 % d'alcool, ils seront soumis au droit conventionnel le plus élevé du N° 112.	
ex 125	Eaux minérales naturelles :	
	1° Non sucrées	1,40
ex 143	Conserves alimentaires, non dénommées ailleurs, même en réci- pients hermétiquement fermés :	
	ex 1° De fruits :	
	Pulpe de pêches ou d'abricots, sans sucre, en récipients hermé- tiquement fermés	50,—
	ex 2° De thon à l'huile, en boîtes	80,—
	Autres, à l'exception des conserves de poissons	80,—
277	Tissus unis :	
	1° Pesant plus de 120 grammes par m ² et ayant en chaîne et en trame dans 1 cm ² :	
	a) 50 fils ou moins	120,—
	b) Plus de 50 jusqu'à 80 fils	140,—
	c) Plus de 80 fils	180,—
	2° Pesant plus de 60 jusqu'à 120 grammes par m ² et ayant en chaîne et en trame dans 1 cm ² :	
	a) 50 fils ou moins	180,—
	b) Plus de 50 jusqu'à 80 fils	180,—
	c) Plus de 80 fils	200,—
	3° Pesant 60 grammes ou moins par m ² et ayant en chaîne et en trame dans 1 cm ² :	
	a) 50 fils au moins	200,—
	b) Plus de 50 jusqu'à 80 fils	200,—
	c) Plus de 80 fils	240,—
317	Autres tissus non spécialement dénommés, pesant par m ² :	
	1° Plus de 700 grammes	180,—
	2° Plus de 500 à 700 grammes	230,—
	3° Plus de 300 à 500 grammes	280,—
	4° 300 grammes et moins	300,—
439	Liège :	
	1° En morceaux ouvrés, en plaques, en planchettes, en cubes, en feuilles ou réduit en menus morceaux ou sous forme de farine	5,—
	2° Carreaux, briques, tuyaux et parties de tuyaux en liège ou déchet de liège agglutinés au moyen d'autres matières	10,—
ex 440	Autres ouvrages : semelles, ceintures de natation, bouchons et autres :	
	1° Combinés ou non avec des matières communes	75,—
	2° Combinés avec des matières fines et très fines	200,—

Number in Serb, Croat and Slovene Tariff	Description of Goods	Gold dinars per 100 kg.
ex 115	Wines : (1) Fermented: sherry and malaga containing in volume up to 18 % of alcohol and all other wines containing in volume up to 14 % of alcohol : (a) In casks, wine-skins or tank-wagons (b) In bottles or other receptacles : Sherry and malaga containing in volume up to 18 % of alcohol Other wines containing in volume up to 14 % of alcohol Note : Sherry and malaga containing in volume more than 18 % of alcohol and other wines containing in volume more than 14 % of alcohol pay an additional sum of 5 gold dinars per every 1 % of alcohol, up to 22.50 % inclusive. If they contain more than 22.50 %, they are dutiable at the highest rate leviable under No. 112.	45.— 55.— 65.—
ex 125	Natural mineral waters :	
ex 143	(1) Unsweetened	1.40
	Alimentary preserves not otherwise mentioned, packed in hermetically sealed receptacles or otherwise : ex (1) Fruit preserves : Peach or apricot pulp, in sugar, in hermetically sealed receptacles ex (2) Tunney-fish in oil : In tins Other preserves, with the exception of fish	50.— 80.— 80.—
277	Plain tissues : (1) Weighing more than 120 gr. per square metre, and having in the weft and warp in 1 square centimetre : (a) Up to 50 threads (b) From 50 to 80 threads (c) Above 80 threads (2) Weighing from 60 to 120 grammes per square metre and having in weft and warp in 1 square centimetre : (a) Up to 50 threads (b) From 50 to 80 threads (c) Above 80 threads (3) Weighing up to 60 grammes per square metre and having in weft and warp in 1 square metre : (a) Up to 50 threads (b) From 50 to 80 threads (c) Above 80 threads	120.— 140.— 180.— 180.— 180.— 200.— 200.— 200.— 240.—
317	Other tissues not specially mentioned, weighing per square metre (1) Above 700 grammes (2) From 500 to 700 grammes (3) From 300 to 500 grammes (4) Up to 300 grammes	180.— 230.— 280.— 300.—
439	Cork : (1) In pieces (worked), in sheets, boards, cubes and leaves or reduced to small pieces or to dust (2) Squares, bricks, pipes and parts thereof ; also remnants of cork joined together by means of other materials	5.— 10.—
ex 440	Other articles : cork soles, lifebelts, corks for bottles and other articles : (1) Combined or not with common materials (2) Combined with fine or the finest materials	75.— 200.—

PROTOCOLE FINAL

Au moment de signer la convention de commerce et de navigation en date de ce jour, les deux Hautes Parties contractantes en vue de préciser certaines de ses clauses, ont fait les réserves et déclarations suivantes, qui auront à former partie intégrante de la convention même.

Ad Article 2.

Les Hautes Parties contractantes déclarent que le traitement à appliquer aux sociétés commerciales ou industrielles de chacun des deux pays domiciliées dans l'autre, pourra faire l'objet d'un accord spécial entre lesdites Hautes Parties contractantes.

Ad Article 7.

Les stipulations de la présente convention se rapportant au traitement de la nation la plus favorisée ne sauraient être invoquées par le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à l'égard des concessions spéciales que l'Espagne ait fait ou fasse à l'avenir au Portugal, à la zone espagnole du Maroc et aux Républiques hispano-américaines.

De même les avantages accordés par le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, en ce qui concerne le trafic frontalier avec l'Albanie et avec Zadar (Zara) seront soustraits au traitement de la nation la plus favorisée.

Ad Articles 9 et 10.

Les produits naturels ou fabriqués des possessions espagnoles, à leur importation sur le territoire douanier du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et les produits naturels et fabriqués originaires et en provenance du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, à leur importation dans les possessions espagnoles, bénéficieront, réciproquement, du traitement de la nation la plus favorisée.

Ad Article 12.

Le Gouvernement serbe-croate-slovène s'engage à faire exempter, à partir du 1^{er} avril 1930, les bananes du paiement des droits de consommations municipales.

Elles seront, de même, exemptes de toute taxe intérieure qui pourrait, éventuellement être établie à l'avenir tant par l'Etat que par les provinces ou les municipalités.

Ad Article 13.

Dans le cas où, à la suite de prohibitions édictées par l'une des Hautes Parties contractantes, en vertu de l'alinéa 8 de l'article 13, l'autre Partie considérerait que son commerce subit un préjudice grave, et que l'équilibre de la présente convention s'en trouve rompu, celle-ci pourrait demander l'ouverture immédiate de négociations, et si ces négociations n'ont pas abouti dans le délai d'un mois, dénoncer la présente convention pour prendre fin un mois après.

Ad Article 14.

La carte de légitimation ci-jointe devra être établie conformément au modèle annexé à la présente convention. Ce document sera valable pour le cours de l'année, pour laquelle il a été délivré.

FINAL PROTOCOL

On proceeding to sign the Convention of Commerce and Navigation of to-day's date, the two High Contracting Parties, in order to define certain of its clauses more accurately, have made the following reservations and declarations, which shall form an integral part of the Convention.

Ad Article 2.

The High Contracting Parties state that the treatment to be accorded to the commercial or industrial companies of either of the two countries domiciled in the other may be regulated by a special agreement between the said High Contracting Parties.

Ad Article 7.

The provisions of the present Convention relating to most-favoured-nation treatment shall not be relied upon by the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes with regard to any special concessions which Spain has made or may hereafter make to Portugal, the Spanish Zone in Morocco and the Spanish-American Republics.

Similarly, the advantages accorded by the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes in regard to frontier traffic with Albania and Zadar (Zara), shall be exempt from the operation of the most-favoured-nation clause.

Ad Articles 9 and 10.

Natural or manufactured products from the Spanish possessions on importation into the Customs territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, and natural or manufactured products originating in or coming from the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes on importation into the Spanish Possessions shall reciprocally enjoy most-favoured-nation treatment.

Ad Article 12.

The Serb-Croat-Slovene Government undertakes, as from April 1, 1930, to have bananas exempted from payment of municipal taxes levied on articles of consumption.

Bananas shall also be exempt from payment of any internal dues which may hereafter be levied by the State or by the provinces or municipalities.

Ad Article 13.

If, as a result of prohibitions issued by one of the High Contracting Parties under paragraph 8 of Article 13, the other Party considers its trade seriously prejudiced, and the balance of the present Convention thereby destroyed, it may request that negotiations be opened immediately and, should these negotiations not lead to an agreement within one month, it shall be entitled to denounce the present Convention such denunciation to take effect one month later.

Ad Article 14.

The attached identity card shall be drawn up in conformity with the specimen appended to the present Convention, and shall be valid for the year for which it has been issued.

Les Hautes Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités compétentes à délivrer les cartes de légitimation.

Ad ex N° 14 et ad ex N° 143, ex 1.

Sous la dénomination pulpe de pêche ou d'abricots est comprise la partie charnue de ces deux espèces de fruits, écrasée ou coupée en morceaux, même dans son propre jus, mais sans sucre et sans toute autre addition.

Ad ex N° 115.

Lors de l'importation dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, les envois de vins de Jerez et de Malaga doivent être accompagnés, outre le certificat d'origine, aussi d'une attestation d'analyse.

Seront habilités à délivrer les certificats d'origine et les attestations d'analyse, les organismes officiels espagnols dont la liste sera fixée d'un commun accord. On fixera également d'un commun accord les données que devront contenir les susdites attestations d'analyse.

Il sera indiqué dans l'attestation d'analyse que l'analyse se rapporte au même envoi de vin à l'égard duquel le certificat d'origine respectif a été établi. Les autorités du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes reconnaîtront les susdites attestations d'analyse expédiées en due forme par les autorités espagnoles et auront le droit de vérifier les analyses des vins importés. Les vins de Jerez et de Malaga, arrivant d'Espagne sans être accompagnés du certificat d'origine, ne pourront être admis dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes au régime des droits indiqués à la liste annexe et des avantages stipulés aux clauses respectives.

Ad Remarque au N° 115.

L'augmentation de 5 dinars en or pour chaque pour-cent sera appliquée proportionnellement aux parties du degré.

Ad ex N° 440.

Sous cette position sont compris aussi bien les disques en liège.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Madrid en double original français, le 27 septembre 1929.

(L. S.) D. M. YANKOVITCH, *m. p.*

(L. S.) Milivoj PILJA, *m. p.*

(L. S.) M. MARQUIS D'ESTELLA, *m. p.*

The High Contracting Parties shall inform one another of the authorities competent to issue identity cards.

Ad ex No. 14 and ex No. 143 ex 1.

The term peach or apricot pulp refers to the fleshy part of these two kinds of fruit, crushed or cut into pieces with or without their own juice, but without sugar or other addition.

Ad ex No. 115.

On importation into the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, consignments of sherry and malaga must be accompanied not only by the certificate of origin but also by a certificate of analysis.

A list shall be drawn up by common agreement of the Spanish official bodies, authorised to issue certificates of origin and certificates of analysis. The particulars to be contained in these certificates of analysis shall also be determined by common agreement.

It shall be stated in the certificate of analysis that the analysis relates to the consignment of wine in respect of which the corresponding certificate of origin was made out. The authorities of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes shall recognise such certificates of analysis made out in good and due form by the Spanish authorities, and shall have the right to verify the analyses of the wines imported. Sherry and malaga arriving from Spain without a certificate of origin shall not benefit in the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, by the tariff duties given in the appended list, or the advantages provided for in the respective clauses of the Convention.

Ad Note to No. 115.

The additional charge of five gold dinars per centesimal degree shall be applied proportionately to fractions of a degree.

Ad ex No. 440.

This heading includes cork discs.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done in duplicate at Madrid, in French, on September 27, 1929.

(L. S.) (Signed) D. M. YANKOVITCH.
(L. S.) (Signed) MILIVOJ PILJA.
(L. S.) (Signed) MARQUÈS DE ESTELLA.

(Modèle.)

NOM DE L'ÉTAT.
(Autorité de délivrance.)

CARTE DE LÉGITIMATION POUR VOYAGEURS DE COMMERCE

Valable pour l'année 19.....

N° de la carte

BON POUR L'ESPAGNE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES.

Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte, M.
né à
demeurant à rue N°
possède (indication de la fabrique ou du commerce)
à sous la raison de commerce
(ou) est commis voyageur au service de la maison (des maisons)
à qui possède (nt)
(indication de la fabrique ou du commerce)
à sous la raison de commerce

Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes dans les pays susvisés et de faire des achats pour la (les) maison (s) dont il s'agit, il est certifié que ladite (lesdites) maison (s) est (sont) autorisée (s) à pratiquer son (leur) industrie (s) et son (leur) commerce (s) à
et y paie (nt) les contributions légales à cet effet.

....., le 19.....

Signalement du porteur :

Signature du chef de la (des) maison (s) :

Age.....

.....

Taille.....

Cheveux.....

Signature du porteur :

Signes particuliers

.....

Pour copie certifiée conforme :

Belgrade, le 24 décembre 1929.

D'ordre du ministre :

Le Conseiller :

Dr Svet Djoritch.

(Specimen.)

NAME OF STATE.
(Issuing Office.)

IDENTITY CARD FOR COMMERCIAL TRAVELLERS.

Valid for 19.....

No. of card

GOOD FOR SPAIN AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES.

It is hereby declared that the bearer of this card, M.
born at
living at No. Street
is the owner of (name of factory or business)
at trading under the name of
(or) is a commercial traveller employed by the firm of (the firms of)
..... at which possesses (possess)
(name of factory or business)
at trading under the name of

The bearer of this card intends to solicit orders in the above-mentioned countries and to make purchases for the firm (s) referred to. It is hereby certified that the said firm (s) is (are) authorised to carry out its (their) business and trade at and that it pays (they pay) the taxes, as provided by law, for that purpose.

....., the 19.....

Description of the bearer :

Signature of the head of the firm(s) :

Age.....
Height
Hair
Special marks

.....
Signature of the bearer :
.....

